

Conditions générales d'utilisation des services LeCiseau

1. Objet

La société LeCiseau exploite une plateforme accessible depuis le site internet www.leciseau.fr et/ou, à la libre convenance de LeCiseau, depuis l'application mobile « LeCiseau » téléchargeable sur IOS ou Android (ci-après ensemble la « **Plateforme** »), qui permet la mise en relation de professionnels de la coiffure (ci-après : le ou les « **Coiffeur(s)** ») travaillant au sein de salons de coiffure inscrits sur la Plateforme (ci-après : les « **Salons** ») et proposant tout type de prestations de coiffure, à leur libre convenance, à prix préférentiel (ci-après : le ou les « **Prestation(s)** ») et de particuliers souhaitant bénéficier des Prestations (ci-après : le ou les « **Client(s)** »).

La réservation de Prestations via la Plateforme permet de bénéficier d'une réduction de cinquante pour cent (50 %) du prix normalement pratiqué par les Salons sur les Prestations.

Les Salons et les Clients sont ci-après désignés ensemble les « **Utilisateurs** ». LeCiseau et l'Utilisateur sont ci-après désignés ensemble ou individuellement une « **Partie** ».

Les présentes conditions générales (ci-après les « **Conditions Générales** ») ont pour objet de fixer les modalités et conditions de fourniture aux Utilisateurs des services de mise en relation via la Plateforme (ci-après les « **Services** »), ainsi que de définir les droits et obligations des Parties dans ce cadre.

Elles expriment l'intégralité de l'accord des Parties et annulent et remplacent tout accord, lettre, offre ou autre document écrit ou oral antérieur ayant le même objet.

Elles sont accessibles et imprimables à tout moment par un lien direct en page d'accueil de la Plateforme.

Elles peuvent être complétées, le cas échéant, par des conditions d'utilisation particulières, lesquelles complètent les présentes Conditions Générales et, en cas de contradiction, prévalent sur ces dernières.

2. Exploitant de la Plateforme et des Services

La Plateforme et les Services sont exploités par la société LeCiseau, Société par Actions Simplifiée au RCS de Paris sous le numéro 821 520 657, dont le siège social est situé 15, rue Martel – 75 010 Paris (ci-après « **LeCiseau** »).

Téléphone : 09 70 44 44 20

Adresse électronique : legal@leciseau.fr

3. Acceptation des Conditions Générales

Les Utilisateurs déclarent, en s'inscrivant sur la Plateforme, avoir pris connaissance des Conditions Générales et les accepter expressément.

Cette acceptation, qui est matérialisée par une case à cocher dans le formulaire d'inscription, ne peut être que pleine et entière. Toute adhésion sous réserve est considérée comme nulle et non avenue. L'Utilisateur qui n'accepte pas d'être lié par les Conditions Générales ne doit pas accéder au Site, ni utiliser les Services.

4. Accès au Site et aux Services

La Plateforme et les Services sont accessibles :

- A toute personne physique disposant de la pleine capacité juridique pour s'engager au titre des présentes Conditions Générales et âgée d'au moins dix-huit (18) ans. L'Utilisateur qui ne dispose pas de la pleine capacité juridique doit obtenir l'accord de son représentant légal avant d'accéder à la Plateforme et aux Services, ce qu'il reconnaît et accepte.
- A toute personne morale agissant par l'intermédiaire d'une personne physique disposant des pouvoirs pour contracter au nom et pour le compte de la personne morale.

Les Services s'adressent :

- à des Salons professionnels, agissant dans le cadre de leur activité ;
- à des Clients particuliers, souhaitant satisfaire leurs besoins propres.

5. Inscription sur la Plateforme

Les Utilisateurs souhaitant utiliser les Services doivent s'inscrire sur la Plateforme et ouvrir un compte, dans les conditions décrites ci-après (ci-après : le « **Compte** »).

5.1 Moment de l'inscription

5.1.1 Salons

Les Salons sont tenus de s'inscrire sur la Plateforme pour accéder aux Services, ce qu'ils reconnaissent et acceptent.

5.1.2 Clients

Tout Client dispose de la faculté de s'inscrire lors de sa première visite sur la Plateforme, ou à tout moment. Il est tenu, en tout état de cause, de s'inscrire au plus tard au moment de l'émission d'une réservation dans les conditions de l'article « Réservation d'une Prestation » ci-après.

5.2 Procédure d'inscription

5.2.1 Inscription des Salons

Le Salon reconnaît et accepte que son inscription est effectuée par son gérant, ou toute autre personne disposant du pouvoir pour l'engager (ci-après : le « **Responsable** »).

Aux fins d'ouverture de son Compte, le Responsable est tenu de :

- Remplir le formulaire prévu à cet effet et renseigner toutes les informations requises, et notamment :
 - o la dénomination sociale du Salon, son adresse postale, son adresse de facturation et son numéro de téléphone ;
 - o les nom, prénom, date de naissance, nationalité, pays de résidence et adresse email du Responsable ;
 - o les nom, prénom, sexe, photo de profil des Coiffeurs travaillant au sein du Salon et qui ont vocation à réaliser les Prestations. Ces informations sont requises aux fins de création du profil des Coiffeurs dans les conditions de l'article « Mise à disposition de pages profil » ci-dessous.

Le Salon doit fournir l'ensemble des informations marquées comme obligatoires, ce qu'il reconnaît et accepte.

- Communiquer à LeCiseau un extrait K-bis de moins de trois (3) mois, un RIB (avec numéro IBAN), le numéro de TVA,;
- Cocher, sur le formulaire d'inscription, les cases (i) « *Je déclare être le représentant légal du Salon et reconnaît endosser la responsabilité de l'utilisation du compte ouvert au nom du Salon* », (ii) « *J'ai lu et j'accepte les conditions générales d'utilisation LeCiseau, ainsi que les conditions générales d'utilisation du prestataire de paiement Mangopay* ».

5.2.2 Inscription des Clients

Aux fins d'ouverture de son Compte, le Client est tenu de :

- Remplir le formulaire prévu à cet effet et renseigner toutes les informations requises, et notamment ses nom, prénom, adresse email, code postal, numéro de téléphone, sexe, date de naissance.

Le Client doit fournir l'ensemble des informations marquées comme obligatoires, ce qu'il reconnaît et accepte.

- Cocher, sur le formulaire d'inscription, la case (i) « *J'ai lu et j'accepte les conditions générales d'utilisation LeCiseau, ainsi que les conditions générales d'utilisation du prestataire de paiement Mangopay* ».

Les Utilisateurs reconnaissent et acceptent qu'en cas de contradiction entre les conditions générales du prestataire de paiement et les présentes Conditions Générales, ces dernières prévalent.

5.2.3 Toute inscription incomplète ne sera pas validée, ce que les Utilisateurs reconnaissent et acceptent.

LeCiseau se réserve le droit, à sa libre discrétion, et à tout moment après l'inscription, de mettre en œuvre tout processus de vérification qu'elle jugera utile, portant notamment sur l'email des Utilisateurs, leur numéro de téléphone, leur identité et/ou leurs coordonnées.

L'Utilisateur reconnaît et accepte que l'inscription aux Services entraîne automatiquement une inscription aux notifications (message reçu, paiement accepté, ...) et de recommandations de LeCiseau.

5.2.4 L'inscription des Utilisateurs entraîne automatiquement l'ouverture d'un Compte à leur nom, leur donnant accès à un espace personnel (ci-après : l'« **Espace Personnel** ») qui leur permet de gérer leur utilisation des Services sous une forme et selon les moyens techniques que LeCiseau juge les plus appropriés pour rendre lesdits Services.

Les Utilisateurs accèdent à tout moment à leur Espace Personnel après s'être identifiés à l'aide de l'identifiant de connexion et du mot de passe qui leur a été communiqué par LeCiseau par tous moyens et notamment par email. Il est recommandé aux Utilisateurs de changer régulièrement de mot de passe.

Les Utilisateurs garantissent que toutes les informations qu'ils donnent dans le formulaire d'inscription sont exactes, à jour et sincères, et ne sont entachées d'aucun caractère trompeur.

Ils s'engagent à mettre à jour sans délai ces informations dans leur Espace Personnel en cas de modifications, afin qu'elles correspondent toujours aux critères susvisés.

Les Utilisateurs sont informés et acceptent que les informations saisies aux fins de création ou de mise à jour de leur Compte valent preuve de leur identité et, le cas échéant, de leur capacité professionnelle. Les informations saisies par les Utilisateurs les engagent dès leur validation.

6. Usage strictement personnel

Un seul Compte pourra être créé par l'Utilisateur.

Est considérée comme étant Utilisateur la personne dont les renseignements personnels correspondent à ceux qui ont été fournis sur le formulaire d'inscription, à l'exclusion de tout autre tiers, étant entendu que dans le cas où le Compte est ouvert par une personne morale, ledit Compte sera valablement opéré par toute personne dûment habilitée.

L'Utilisateur s'engage par conséquent à utiliser les Services personnellement ou supporter l'entière responsabilité de toute utilisation qu'il sera faite de son Compte.

Toute utilisation du Compte ou des Services par des Coiffeurs du Salon est réalisée sous son entière responsabilité, ce que le Salon reconnaît et accepte.

L'Utilisateur est par ailleurs responsable du maintien de la confidentialité de ses identifiant et mot de passe et reconnaît expressément que toute utilisation des Services depuis son Compte sera réputée avoir été effectuée par lui-même. Le Salon s'engage à faire respecter par ses Coiffeurs la plus stricte confidentialité de ses données de connexion.

Dans l'hypothèse où l'Utilisateur constaterait que son Compte a été utilisé à son insu ou par une personne non habilitée, il s'engage à en avvertir LeCiseau dans les plus brefs délais, aux coordonnées mentionnées à l'article « Exploitant de la Plateforme et des Services ». Il reconnaît à LeCiseau le droit de prendre toutes mesures appropriées en pareil cas.

7. Description des Services

Les Utilisateurs ont accès aux Services qui suivent, sous une forme et selon les fonctionnalités et moyens techniques que LeCiseau juge les plus appropriés.

7.1 Services accessibles aux Salons

7.1.1 Mise à disposition de pages profil

LeCiseau met à la disposition des Salons une page profil publique pour ses Coiffeurs, modifiable depuis son Espace Personnel (ci-après : « **Profil Coiffeur** »). Elle leur met également à disposition une page de présentation du Salon (ci-après : le « **Profil Salon** »).

Les Profils Coiffeur et Salon sont collectivement désignés les « **Profils** ».

Le Profil est public en ce sens qu'il est accessible et librement consultable par les Clients.

Les Profils permettent de fournir une information complète aux Clients s'agissant des Coiffeurs, des Prestations qu'ils proposent et des Salons dans lesquels ils travaillent.

Le Profil Coiffeur présente, a minima, les informations suivantes :

- les nom, prénom et la photo de profil du Coiffeur,

- l'enseigne et adresse du Salon au sein duquel il travaille,
- la localisation du Salon en Google map et la distance chiffrée du Salon par rapport à la localisation du Client,
- sa note moyenne sur une échelle de 1 à 10, déterminée en fonction de l'évaluation que lui ont attribuée les Clients dans les conditions de l'article « Notation des Coiffeurs et des Salons » ci-après,
- tout commentaire éventuel des Clients,
- les Prestations qu'il propose, lesquelles ont été préalablement détaillées dans les conditions de l'article « Accès aux listes des Prestations » ;
- le prix des Prestations normalement pratiqué par les Salons et leur prix réduit proposé pour toute réservation depuis la Plateforme.

Le Profil Salon mentionne les informations suivantes :

- l'enseigne du Salon, son adresse, sa localisation en Google map et la distance chiffrée du Salon par rapport à la localisation du Client,
- la liste des Prestations proposées par le Salon, leur prix plein tarif pratiqué dans les conditions de l'article « Prix des Prestations », ainsi que le ou les Coiffeurs qui ont vocation à réaliser la Prestation ;
- la note moyenne du Salon sur une échelle de 1 à 10, déterminée en fonction de l'évaluation que lui ont attribuée les Clients dans les conditions de l'article « Notation des Coiffeurs et des Salons » ci-après,
- tout commentaire éventuel des Clients.

7.1.2 Accès aux listes des Prestations

Chaque Salon est tenu de renseigner, sur son Espace Personnel, les fiches descriptives des Prestations qu'il propose à la réservation sur la Plateforme.

Il doit ainsi :

- donner une description détaillée du contenu des Prestations ;
- les nommer;
- les classer par catégorie en fonction des catégories proposées sur la Plateforme ;
- indiquer le temps moyen de réalisation des Prestations ;
- indiquer le prix de chacune des Prestations, qu'il détermine librement dans les conditions de l'article « Prix des Réservations » ;
- identifier le ou les Coiffeurs du Salon en mesure de réaliser les Prestations.

Le Salon reconnaît et accepte qu'aucune réservation ne pourra lui être adressée s'il ne détaille pas les Prestations qu'il propose à la réservation dans les conditions ci-dessus.

7.1.3 Accès à un calendrier

Le Salon a accès, depuis son Espace Personnel, à un calendrier sur lequel il renseigne, à sa libre discrétion, les jours et plages horaires auxquels chacun de ses Coiffeurs est disponible pour réaliser tout ou partie des Prestations à moitié prix (ci-après : les « **Créneaux** »).

Le Salon peut, au choix, créer des Créneaux ponctuels ou récurrents pour chacun des Coiffeurs.

Le Salon reconnaît et accepte qu'aucune réservation ne pourra lui être adressée s'il ne renseigne pas ses Créneaux sur son calendrier.

Le Salon peut, à sa libre discrétion, sans avoir à justifier d'un quelconque motif, modifier et/ou supprimer les Créneaux créés sur son calendrier, tant que ces derniers n'ont pas été réservés par un Client dans les conditions de l'article « Réservation d'une Prestation » ci-après.

Dans l'hypothèse où le Salon souhaiterait modifier un Créneau après qu'il ait été réservé par un Client dans les conditions de l'article « Réservation d'une Prestation » ci-après, il s'engage à contacter le Client afin de convenir avec lui d'un nouveau rendez-vous.

7.1.4 Gestion et suivi des réservations

LeCiseau informe le Salon, par tout moyen utile et notamment par email, qu'une réservation a été émise par un Client dans les conditions de l'article « Réservation d'une Prestation » ci-après.

Le Salon dispose, à travers son Espace Personnel, d'un outil lui permettant de consulter les réservations qui ont été émises par les Clients.

Ils peuvent notamment consulter les réservations passées et à venir.

7.2 Services accessibles aux Clients

7.2.1 Recherche d'une Prestation

Les Clients peuvent, par simple navigation sur la Plateforme et sans inscription préalable, lancer la recherche d'une Prestation.

Pour ce faire, le Client doit renseigner sur la page d'accueil de la Plateforme les éléments correspondant à sa recherche et notamment :

- le type de Prestations qu'il recherche parmi celles qui lui sont proposées ;
- le ou les Créneaux au(x)quel(s) il souhaite que les Prestations soient réalisées, au sein du calendrier mis à sa disposition ;
- la zone géographique ou l'adresse à proximité de laquelle il souhaite faire réaliser sa Prestation.

Une fois l'intégralité des informations renseignées, le Client accède à une base de données à travers laquelle LeCiseau met à sa disposition la liste des Coiffeurs disponibles pour réaliser la ou les Prestations recherchées par le Client (ci-après : la « **Base** »).

La Base précise la localisation des Coiffeurs disponibles sur Google maps.

7.2.2 Accès aux Profils

Les Clients ont accès aux Profils des Coiffeurs et des Salons.

Les Profils permettent de fournir une information complète aux Clients s'agissant des Coiffeurs, des Prestations qu'ils proposent, de leurs disponibilités et de la note moyenne qui leur a été attribuée dans les conditions de l'article « Notation des Coiffeurs et des Salons ».

Ces informations sont fournies aux Clients afin qu'ils puissent émettre leur choix s'agissant du Coiffeur à retenir, et de Prestations, dans les meilleures conditions. Ils ont également accès au Profil des Salons.

7.2.3 Réservation d'une Prestation

Le Client peut, après s'être inscrit sur la Plateforme dans les conditions de l'article « Inscription sur la Plateforme » ci-dessus, réserver une Prestation (ci-après : la « **Réservation** »).

Pour ce faire, le Client doit :

- sélectionner le Coiffeur qu'il souhaite retenir pour réaliser la Prestation ;

- déterminer le Créneau qui l'intéresse.

L'accès aux Coiffeurs peut se faire indifféremment depuis les Profils Coiffeurs ou depuis les Profils Salons.

Le Client peut accéder au récapitulatif de sa Réservation et corriger d'éventuelles erreurs dans les éléments saisis à tout moment, tant qu'il ne l'a pas validée.

Le Client valide la Réservation et procède au paiement via la Plateforme, dans les conditions de l'article « Conditions financières » ci-après.

LeCiseau adresse, dans les meilleurs délais, un email et un sms de confirmation au Client récapitulant les détails de la Réservation.

Elle adresse par ailleurs aux Clients un SMS de rappel la veille de la date de réalisation de la Prestation.

7.2.4 Gestion et suivi des Réservations

Le Client dispose, à travers son Espace Personnel, d'un outil lui permettant de gérer et suivre ses Réservations.

Il peut notamment consulter ses Réservations passées et celles à venir.

Le Client reconnaît et accepte qu'il dispose de la faculté d'annuler, sans frais, une Réservation jusqu'à quarante-huit (48) heures de sa date. Dans cette hypothèse, le Client sera remboursé du prix de la Prestation. Passé ce délai, la Prestation lui sera facturée sans qu'il puisse en demander le remboursement, ce que le Client reconnaît et accepte.

7.2.5 Evaluation des Coiffeurs et des Salons

A l'issue de chaque Prestation, LeCiseau adresse par tout moyen jugé utile, une alerte au Client l'invitant à noter le Coiffeur et le Salon.

Le Client est informé qu'il pourra, via son Espace Personnel, attribuer une note au Coiffeur et/ou au Salon sur une échelle de 1 à 10, en fonction de la qualité de réalisation de la Prestation et/ou de l'environnement général du Salon.

Les Salons reconnaissent et acceptent que si la note des Coiffeurs et/ou des Salons est inférieure à 5/10, LeCiseau se réserve le droit de supprimer les Profils concernés.

7.2.6 Partage sur les réseaux sociaux

La fonctionnalité « Partage sur les réseaux sociaux » est accessible à tout Client ayant effectué une Réservation dans les conditions de l'article « Réservation d'une Prestation » ci-avant.

Elle permet au Client de communiquer sur les réseaux sociaux, et notamment sur Facebook et Twitter, afin de partager son avis sur la qualité des Prestations et/ou de la Plateforme.

8. Conditions financières

8.1 Prix des Réservations

Le prix de la Réservation correspond à cinquante pour cent (50 %) du prix plein tarif appliqué par chaque Salon pour la réalisation de la Prestation objet de la Réservation, au sein de leur Salon (ci-après : le « **Prix de la Réservation** »).

Le prix plein tarif initialement appliqué par les Salons pour la réalisation de la Prestation et le Prix de la Réservation sont mentionnées sur la Plateforme et sur les Profils. Les Salons garantissent que le prix plein tarif correspond à celui qu'ils pratiquent au sein de leur propre salon.

8.2 Facturation des Réservations

Les Salons reconnaissent et acceptent que LeCiseau n'émet aucune facture relative aux Prestations.

Les Salons sont expressément informés et acceptent qu'ils ont la charge de l'émission des factures relatives à la réalisation des Prestations. Ils reconnaissent par ailleurs que la responsabilité de LeCiseau ne pourra en aucun cas être engagée à ce titre.

8.3 Modalités de paiement

Le Salon est expressément informé et accepte que le paiement du Prix de la Réservation par le Client intervienne directement auprès de LeCiseau par l'intermédiaire de la Plateforme.

8.3.1 Les Utilisateurs contractent directement avec le prestataire de paiement Mangopay (ci-après le « **Prestataire de Paiement** »), ce qu'ils reconnaissent et acceptent.

Le Salon et le Client se voient attribuer un porte-monnaie virtuel (ci-après : le « **Porte-Monnaie Electronique** ») par le Prestataire de Paiement dès l'ouverture de leur Compte. Ce Porte-Monnaie Electronique est lié au compte bancaire rattaché au Compte du Salon et du Client.

Dans le cadre des Services, les Utilisateurs mandatent expressément LeCiseau pour transmettre les instructions relatives aux paiements au Prestataire de Paiement, en leur nom et pour leur compte. Ils sont informés que le Prestataire de Paiement conserve seul les coordonnées bancaires aux fins de réalisation des paiements, LeCiseau ne conservant aucune coordonnée bancaire.

La mise en œuvre des Services nécessitant celle des paiements, les Utilisateurs sont informés et acceptent que la fin du contrat entre un Utilisateur et le Prestataire de Paiement, quel qu'en soit le motif, entraîne automatiquement et de plein droit la résiliation des Conditions Générales entre LeCiseau et cet Utilisateur ainsi que, par voie de conséquence, la fermeture du Compte de ce dernier.

De la même manière, la fin du contrat entre LeCiseau et un Utilisateur entraîne automatiquement et de plein droit la résiliation des conditions générales entre cet Utilisateur et le Prestataire de Paiement.

8.3.2 Le Client procède au paiement de la Réservation directement sur la Plateforme, par carte bancaire, par l'intermédiaire du Prestataire de Paiement.

Le paiement est exigible vingt-quatre (24) heures avant la date de réalisation de la Prestation. Il est effectué selon les modalités suivantes :

- le compte bancaire du Client est débité vingt-quatre (24) heures avant la date de réalisation de la Prestation ;
- l'ordre de virement au profit du Salon est effectué au plus tard le jour de la réalisation de la Prestation.

Le Client garantit qu'il dispose de la Monnaie Electronique, telle que définie dans les conditions générales du Prestataire de Paiement, suffisante pour procéder au paiement du Prix de la Réservation.

8.4 Réception du Prix de la Réservation par le Salon

Le paiement s'effectue par débit du Porte-Monnaie Electronique du Client et crédit du Porte-Monnaie Electronique du Salon, selon les modalités prévues dans les conditions générales du Prestataire de Paiement.

Le Salon est informé et accepte expressément qu'il recevra le paiement intégral des Réservations au plus tard quarante-huit (48) heures avant la date de réalisation de la Prestation.

Ainsi, le Prestataire de Paiement conserve les sommes versées par le Client jusqu'à la fin de ce délai.

Il est convenu entre LeCiseau et le Salon que ce dernier sera payé à hauteur du Prix de la Réservation, déduction faite de la commission due à LeCiseau dans les conditions ci-après définies.

8.5 Commission de LeCiseau

L'accès aux Services est gratuit pour les Clients.

Le Salon reconnaît que LeCiseau, en contrepartie des Services qui lui sont fournis, perçoit une commission pour chaque Réservation émise par les Clients (ci-après : la « **Commission** »).

La Commission est calculée sur le Prix hors-taxes de la Réservation. Elle est due par le Salon.

Le taux de Commission applicable est de vingt pourcent (20%).

LeCiseau est libre de modifier le pourcentage de la Commission à tout moment, à sa libre discrétion.

Le Salon est informé de ces modifications par tout moyen utile, et notamment par email, au minimum quinze (15) jours avant l'entrée en vigueur du nouveau taux applicable. Le nouveau taux s'appliquera aux Réservations émises par le Client à l'issue de ce délai.

Les Salons qui n'acceptent pas les nouveaux taux doivent se désinscrire dans les conditions prévues à l'article « Désinscription ». A défaut, ils seront réputés les avoir acceptés.

La Commission sera prélevée directement sur les sommes versées sur le Porte-Monnaie Electronique au titre du paiement effectué par le Client, avant que le solde ne soit reversé au Salon.

LeCiseau met à disposition du Salon la facture des sommes dues au titre de sa Commission sur son Espace Personnel.

8.6 Incident de paiement

Les Clients sont informés et acceptent expressément que tout incident de paiement de tout ou partie du Prix de la Réservation entraînera automatiquement la caducité de la transaction.

8.7 Données bancaires

Les informations à caractère bancaire des Utilisateurs en rapport avec leur utilisation des Services font l'objet d'un traitement automatisé de données, dont le responsable est le Prestataire de Paiement.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, les Utilisateurs disposent du droit d'obtenir la communication et, le cas échéant, la rectification ou la suppression des

informations le concernant, en adressant sa demande à l'adresse indiquée au sein des conditions générales du prestataire de paiement MANGOPAY.

Il est rappelé que toute personne peut, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

9. Droit de rétractation des Clients

Le Client bénéficie d'un droit de rétractation d'un délai de quatorze (14) jours à compter de la validation de la Réservation dans les conditions de l'article « Réservation d'une Prestation ». Il peut exercer ce droit en adressant au Salon, aux coordonnées mentionnées sur son Profil, avant l'expiration du délai susvisé, **le formulaire de rétractation** joint en **Annexe 1** dûment complété, ou en adressant au Salon toute autre déclaration, dénuée d'ambiguïté, exprimant sa volonté de se rétracter.

Le Client est toutefois expressément informé et accepte que s'il souhaite bénéficier des Prestations avant la fin du délai de rétractation visé ci-dessus, il renonce irrévocablement à l'exercice de son droit de rétractation, lequel ne pourra par conséquent pas être exercé.

10. Durée

10.1 Durée des Services

Les Conditions Générales s'appliquent pendant toute la durée d'utilisation des Services par l'Utilisateur.

10.2 Fin des Services à l'initiative des Utilisateurs

Les Utilisateurs peuvent se désinscrire des Services à tout moment en adressant à LeCiseau aux coordonnées mentionnées à l'article « Exploitation de la Plateforme et des Services » une demande à cet effet par courrier recommandé avec accusé de réception.

LeCiseau s'engage à désinscrire l'Utilisateurs dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de la demande. La désinscription entraîne la suppression automatique du Compte de l'Utilisateur.

LeCiseau se réserve par ailleurs le droit de mettre fin à l'inscription de tout Utilisateur, en cas de manquement à l'une quelconque des dispositions des Conditions Générales, dans les conditions de l'article « Résiliation pour manquement ».

10.3 Fin des Services à l'initiative de LeCiseau

LeCiseau se réserve le droit de modifier ou d'arrêter de proposer tout ou partie des Services à tout moment, à sa libre discrétion.

L'Utilisateur sera informé de ces modifications et/ou arrêts par tout moyen utile, avec un préavis d'au moins quinze (15) jours.

10.4 Résiliation pour manquement

En cas de manquement de l'Utilisateur à l'une quelconque de ses obligations au titre des présentes Conditions Générales, auquel il ne serait pas remédié dans un délai de trente (30)

jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure d'avoir à remédier audit manquement, LeCiseau pourra, de plein droit et sans formalité judiciaire, résilier les présentes Conditions Générales et fermer son Compte.

La résiliation des présentes est sans préjudice de tous dommages-intérêts auxquels LeCiseau pourrait prétendre du fait du manquement de l'Utilisateur et de toute pénalité qui lui serait éventuellement due.

En cas de résiliation des présentes, pour quelque cause que ce soit, les Parties s'engagent à restituer intégralement et sans délai toutes informations confidentielles, documents et/ou données, qui lui auraient été communiqués par l'autre Partie dans le cadre de l'exécution des présentes, et à détruire toute copie, sauvegarde, extrait, reproduction ou résumé desdites informations confidentielles, documents et/ou données, ainsi que le matériel promotionnel communiqués par l'autre Partie, en tout ou partie, quelle qu'en soit la forme.

10.5 Conséquence de la fin des Services

La fin des Services, pour quelque cause que ce soit, entraîne la suppression du Compte de l'Utilisateur, qui n'a alors plus accès à son Espace Personnel.

L'Utilisateur est expressément informé et accepte que l'ensemble des informations qu'il aura mises en ligne sur la Plateforme ne seront plus accessibles sur celle-ci.

Ces informations ne pourront ainsi faire l'objet d'aucune demande de suppression.

11. Obligations des Utilisateurs

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, les Utilisateurs s'engagent à respecter les obligations qui suivent.

11.1 Obligations communes à tous les Utilisateurs

11.1.1 Les Utilisateurs s'engagent, dans leur usage des Services, à respecter les lois et règlements en vigueur et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers ou à l'ordre public.

11.1.2 L'Utilisateur s'interdit ainsi de diffuser, notamment et sans que cette liste soit exhaustive :

- des contenus pornographiques, obscènes, indécents, choquants ou inadaptés à un public familial, diffamatoires, injurieux, violents, racistes, xénophobes ou révisionnistes,
- des contenus contrefaisants,
- des Contenus attentatoires à l'image d'un tiers,
- des Contenus mensongers, trompeurs ou proposant ou promouvant des activités illicites, frauduleuses ou trompeuses,
- des Contenus nuisibles aux systèmes informatiques de tiers (tels que virus, vers, chevaux de Troie, etc.),
- et plus généralement des Contenus susceptibles de porter atteinte aux droits de tiers ou d'être préjudiciables à des tiers, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

11.1.3 Les Utilisateurs reconnaissent avoir pris connaissance sur la Plateforme des caractéristiques et contraintes, notamment techniques, de l'ensemble des Services.

Ils sont seuls responsables de leur utilisation des Services.

11.1.4 Les Utilisateurs s'engagent à fournir à LeCiseau toutes les informations nécessaires à la bonne exécution des Services et plus généralement, à coopérer activement avec LeCiseau en vue de la bonne exécution des présentes.

Les Utilisateurs s'engagent à fournir des informations exactes et exempts de tout vice notamment s'agissant des coordonnées permettant l'exécution des Prestations.

11.1.5 Les Utilisateurs sont informés et acceptent que la mise en œuvre des Services nécessite qu'ils soient connectés à internet et que la qualité des Services dépend directement de cette connexion, dont ils sont seuls responsables.

11.2 Obligations spécifiques aux Salons

Les Salons sont seuls responsables du bon accomplissement de toutes les formalités notamment administratives, fiscales et/ ou sociales et de tous les paiements de cotisations, taxes ou impôts de toutes natures qui leur incombent le cas échéant en relation avec leur utilisation des Services.

Ils déclarent par ailleurs faire leur affaire de la rémunération des Coiffeurs au titre des Prestations exécutées et réservées depuis la Plateforme.

La responsabilité de LeCiseau ne pourra en aucun cas être engagée à ce titre.

11.2.1 LeCiseau se réserve le droit de demander aux Salons, au cours de leur utilisation des Services, tous documents ou informations qu'elle jugera utiles, notamment aux fins de vérification de leur identité ou de vérification du respect de l'accomplissement des obligations visées aux présentes. Le Salon doit adresser à LeCiseau les documents et informations demandés dans les meilleurs délais.

LeCiseau se réserve le droit de suspendre l'accès au Site de tout Salon n'ayant pas fourni les justificatifs sollicités.

11.2.2 Les Salons s'engagent à honorer toute Réservation passée par un Client.

Les Salons garantissent que les Prestations correspondent aux descriptions faites sur les pages Profils. Ils s'interdisent notamment de proposer à la réservation des Prestations dont les caractéristiques ne correspondent pas à celles décrites sur les pages Profils.

Ils s'interdisent également de faire usage de marques non autorisées ou de tout autre terme ou signe non approprié.

11.2.3 Les Salons sont seuls responsables de la bonne exécution du contrat de vente à l'égard des Clients, comme de la qualité et de la conformité des Prestations proposées à leur description sur les pages Profils.

11.2.4 Les Salons s'engagent en outre expressément à respecter l'ensemble des lois et règlements relatifs à l'activité de vente à distance et ceux relatifs au droit de la consommation.

Plus particulièrement, ils s'engagent à respecter leurs obligations d'information précontractuelles, notamment les caractéristiques des Prestations qu'ils proposent à la vente, leurs prix, les informations relatives à leur identité et à leurs coordonnées,

Les Salons reconnaissent expressément qu'ils sont seuls responsables du respect de ces obligations envers les Clients.

Les Salons reconnaissent et acceptent expressément qu'en cas de résolution de la vente ou de réduction du prix de vente, en raison de l'application de toutes obligations légales qui lui incombent, aucun remboursement ou réduction de la Commission ne pourrait être demandée.

Les Salons s'engagent à informer les Clients, selon des modalités conformes à la réglementation en vigueur, de leurs droits en vertu des dispositions indiquées ci-dessus.

La responsabilité de LeCiseau ne pourra en aucun cas être engagée à ce titre.

11.2.5 Les Salons garantissent LeCiseau qu'ils disposent de tous les droits et autorisations nécessaires à la diffusion des contenus de toute nature (rédactionnels, graphiques, ou autres) et des commentaires qu'ils diffusent dans le cadre des Services via leur Espace Personnel ou les Profils (ci-après : les « **Contenus** »). Ils garantissent notamment LeCiseau qu'ils disposent des toutes autorisations nécessaires pour exploiter les photos de profil des Coiffeurs sur la Plateforme et diffuser leur image dans le cadre de l'exploitation des Services. Ils s'engagent ainsi à faire leur affaire de l'obtention des autorisations nécessaires aux fins d'obtenir l'autorisation des Coiffeurs dans ce cadre.

Ils s'engagent à ce que lesdits Contenus soient licites, ne portent pas atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou aux droits de tiers, n'enfreignent aucune disposition législative ou réglementaire et plus généralement, ne soient aucunement susceptibles de mettre en jeu la responsabilité civile ou pénale de LeCiseau.

Les Salons se portent garant des Contenus mis en ligne sur la Plateforme par les Coiffeurs sur leur Compte, ce qu'ils reconnaissent et acceptent.

11.2.6 Aux fins de mise en œuvre des Services, les Salons et Coiffeurs autorisent LeCiseau à utiliser leurs Contenus éventuellement protégés par des droits de propriété intellectuelle selon les modalités qui suivent :

- Ils consentent à ce que leurs Contenus soient diffusés à titre gracieux par LeCiseau sur la Plateforme,
- Ils consentent à ce que leurs Contenus soient diffusés par LeCiseau par tout moyen et sur tout support aux fins de promotion de la Plateforme,
- Ils acceptent que leurs Contenus rédactionnels soient traduits en toutes langues,
- Ils reconnaissent et acceptent que les Contenus pourront faire l'objet de modifications, notamment quant à leur cadrage, leur format et leurs couleurs, ainsi que d'altérations ou de dégradations dans leur qualité, en fonction des contraintes techniques de la Plateforme ;
- Ils renoncent à demander à LeCiseau une quelconque rémunération, redevance, indemnité ou compensation financière à ce titre.

11.3 Obligations spécifiques aux Clients

Le Client est seul responsable des Contenus de toute nature qu'il diffuse dans le cadre des Services via son Espace personnel.

Le Client s'interdit de solliciter les Salons et/ou Coiffeurs directement aux fins de bénéficier des Prestations au Prix des Réservations, ni à chercher à entrer en contact avec eux à cet effet, autrement que par l'intermédiaire de LeCiseau.

Les Salons et les Coiffeurs s'interdisent quant à eux à solliciter les Clients directement aux fins de leur proposer la réalisation de Prestations au Prix des Réservations, ni à chercher à entrer en contact avec eux à cet effet, autrement que par l'intermédiaire de Le Ciseau

12. Garanties des Utilisateurs

Les Utilisateurs garantissent LeCiseau contre toutes plaintes, réclamations, actions et/ou revendications quelconques que LeCiseau pourrait subir du fait de la violation, par les Utilisateurs de l'une quelconque de leurs obligations ou garanties aux termes des présentes Conditions Générales.

Ils s'engagent à indemniser LeCiseau de tout préjudice qu'elle subirait et à lui payer tous les frais, charges et/ou condamnations qu'elle pourrait avoir à supporter de ce fait.

13. Hébergement

LeCiseau s'engage à assurer, dans les termes d'une obligation de moyens, l'hébergement des Comptes et de tout contenu publié par les Utilisateurs sur leur Compte conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art, sur ses propres serveurs ou par un prestataire d'hébergement professionnel, exerçant son activité conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art.

Dans ce cadre, LeCiseau s'engage à fournir aux Utilisateurs des capacités de stockage et de traitement suffisantes dans le cadre des Services, conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art.

LeCiseau s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens techniques, conformes à l'état de l'art, nécessaires pour assurer la sécurité et l'accès aux Services, portant sur la protection et la surveillance des infrastructures, le contrôle de l'accès physique et/ou immatériel auxdites infrastructures, ainsi que sur la mise en œuvre des mesures de détection, de prévention et de récupération pour protéger les serveurs d'actes malveillants.

LeCiseau s'engage également à prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par les traitements automatisés de données mis en œuvre pour les besoins de l'accès aux Services, pour préserver la sécurité des données, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

14. Garantie de niveau de Services

LeCiseau s'engage à assurer la permanence, la continuité et la qualité de l'accès aux Services.

A ce titre, LeCiseau fera ses meilleurs efforts pour maintenir un accès au Site 24h/24h, 7j/7j, sauf cas de force majeure.

Eu égard à la complexité d'internet, l'inégalité des capacités des différents sous-réseaux, l'afflux à certaines heures, aux différents goulots d'étranglement sur lesquels LeCiseau n'a aucune maîtrise, la responsabilité de LeCiseau sera limitée au fonctionnement de ses serveurs, dont les limites extérieures sont constituées par les points de raccordement.

LeCiseau ne saurait être tenue pour responsable (i) des vitesses d'accès à ses serveurs, (ii) des ralentissements externes à ses serveurs, et (iii) des mauvaises transmissions dues à une défaillance ou à un dysfonctionnement de ces réseaux.

En cas de nécessité, LeCiseau se réserve la possibilité de limiter ou de suspendre l'accès au Site pour procéder à toute opération de maintenance et/ou d'amélioration. Dans cette hypothèse, LeCiseau s'engage à informer à l'avance les Utilisateurs, par tout moyen utile, de ces opérations de maintenance et/ou d'amélioration. Dans cette hypothèse, LeCiseau s'engage à informer les Utilisateurs au minimum 24h à l'avance, par tout moyen utile et notamment par message informatif général sur la page d'accueil de la Plateforme, de ces opérations de maintenance.

Dans le cadre de ces opérations de maintenance et/ou d'évolution, LeCiseau s'engage à faire ses meilleurs efforts pour effectuer les sauvegardes des contenus stockés sur les Espaces Personnels des Utilisateurs.

Les Utilisateurs reconnaissent et acceptent que la présente garantie de niveau de Services ne couvre pas toute panne ou interruption de l'accès au Site ou aux Services intervenant du fait des opérateurs télécoms ou fournisseurs d'accès à internet et au web mobile.

15. Confidentialité

LeCiseau et l'Utilisateur s'engagent respectivement à garder strictement confidentiels tous les documents et informations de nature juridique, commerciale, industrielle, stratégique, technique ou financière relatifs à l'autre partie dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de la conclusion et de l'exécution des présentes et à ne pas les divulguer sans l'accord écrit préalable de l'autre partie, sous les réserves habituellement retenues par la jurisprudence.

Cette obligation de confidentialité s'étend à l'ensemble des salariés des parties ainsi qu'à leurs affiliés et cocontractants.

Elle continuera à produire ses effets pendant les trois (3) ans suivant la fin des relations entre les parties.

16. Plainte

En cas d'actes portant préjudice à l'Utilisateur commis par un autre Utilisateur sur la Plateforme, l'Utilisateur peut transmettre une plainte à LeCiseau par courrier postal ou par email aux coordonnées renseignées à l'article « Exploitant de la Plateforme et des Services », après avoir préalablement recherché une solution amiable.

La plainte doit impérativement comporter la date de sa notification, l'identité du plaignant et celle de l'Utilisateur à l'origine du préjudice, la description des faits litigieux accompagné le cas échéant d'un lien vers la page web permettant d'en rapporter la preuve, ainsi que la copie de la correspondance adressée à l'auteur de l'atteinte et recherchant une solution amiable.

LeCiseau aura la libre faculté de prendre toutes mesures appropriées, sans aucun engagement de sa part et/ou de transmettre cette plainte aux autorités compétentes.

Les Utilisateurs feront leur affaire personnelle des actions qu'ils pourraient introduire devant toute juridiction contre un autre Utilisateur en raison du préjudice subi de son fait.

17. Sanction des manquements

En cas de manquement à l'une quelconque des dispositions des présentes Conditions Générales, ou plus généralement, d'infraction aux lois et règlements par l'Utilisateur, LeCiseau se réserve le droit de :

- (i) suspendre de manière temporaire ou définitive, sans délai, l'accès aux Services de l'Utilisateur auteur du manquement ou de l'infraction, ou y ayant participé, et notamment, en cas de fourniture d'informations erronées, incomplètes, mensongères ou périmées lors de l'inscription aux Services,
- (ii) supprimer tout Contenu en lien avec le manquement ou l'infraction considéré(e), en totalité ou en partie,
- (iii) supprimer le Compte de l'Utilisateur fautif ;
- (iv) prendre toutes mesures appropriées et engager toute action en justice,
- (v) avertir le cas échéant les autorités compétentes, coopérer avec elles et leur fournir toutes les informations utiles à la recherche et à la répression d'activités illégales ou illicites.

En cas de manquement de l'Utilisateur à une obligation essentielle découlant des présentes Conditions Générales, ou de violation répétée de celles-ci, LeCiseau réserve le droit de résilier l'accès de l'Utilisateur à tout ou partie des Services, avec effet immédiat, par lettre, fax ou email.

La résiliation prend effet de plein droit à la date d'envoi, par LeCiseau, de l'écrit adressé à l'Utilisateur en application de la présente clause. Elle entraîne automatiquement et sans mise en demeure préalable la suppression du Compte de l'Utilisateur, sans préjudice des autres conséquences éventuellement induites en application des présentes Conditions Générales.

18. Exclusion de responsabilité et garantie de LeCiseau

18.1 LeCiseau s'engage à fournir les Services avec diligence et selon les règles de l'art, étant précisé qu'il pèse sur elle une obligation de moyens, à l'exclusion de toute obligation de résultat, ce que les Utilisateurs reconnaissent et acceptent expressément. Sa responsabilité est exclusivement limitée à la fourniture des Services selon les modalités décrites aux présentes, à l'exclusion de toute autre prestation.

18.2 LeCiseau intervient en qualité de courtier en ce qu'elle met à la disposition des Salons et des Clients des outils et moyens techniques leur permettant d'entrer en relation par l'intermédiaire de la Plateforme. La responsabilité de LeCiseau se limite à la fourniture de ces moyens, tels que décrits aux présentes et à la mise en relation des Clients avec les Salons et Coiffeurs.

LeCiseau agit en son nom personnel et ne passe aucun acte juridique au nom et pour le compte des Salons ou des Clients, qui contractent directement entre eux, à l'exception toutefois de l'établissement et l'émission des factures qu'elle réalise au nom et pour le compte du Salon dans les conditions de l'article « Facturation des Réservations ».

LeCiseau n'est pas partie aux contrats conclus entre un Salon et un Client et ne saurait en aucun cas voir sa responsabilité engagée au titre des difficultés pouvant intervenir lors de la conclusion ou de l'exécution de ces contrats.

LeCiseau ne garantit notamment pas la réalisation des transactions, ni la bonne exécution des contrats conclus entre les Salons et les Clients. Elle n'offre pas davantage de garantie aux Salons en termes de débouchés ou de volume de clientèle, pas plus qu'elle n'est redevable envers les Clients d'une quelconque garantie quant au nombre et à la diversité des Prestations proposées à la vente.

LeCiseau ne fournit aucune garantie s'agissant (i) de la conformité des Profils aux lois et règlements en vigueur, (ii) de la conformité des Prestations aux dispositions légales et réglementaires.

Toutefois, dans un souci d'amélioration constante de la qualité des Services, LeCiseau invite les Utilisateurs à lui faire part de tous les commentaires et informations qu'ils pourraient souhaiter porter à sa connaissance concernant la qualité des transactions réalisées par l'intermédiaire des Services.

18.3 LeCiseau s'engage à procéder régulièrement à des contrôles afin de vérifier le fonctionnement et l'accessibilité de la Plateforme. A ce titre, LeCiseau se réserve la faculté d'interrompre momentanément l'accès au Site pour des raisons de maintenance. De même, LeCiseau ne saurait être tenue responsable des difficultés ou impossibilités momentanées d'accès à la Plateforme qui auraient pour origine des circonstances qui lui sont extérieures, la force majeure, ou encore qui seraient dues à des perturbations des réseaux de télécommunication.

18.4 LeCiseau ne garantit pas aux Utilisateurs :

- (i) que les Services, soumis à une recherche constante pour en améliorer notamment la performance et le progrès, seront totalement exempts d'erreurs, de vices ou défauts,
- (ii) que les Services, étant standard et nullement proposés à la seule intention d'un Utilisateur donné en fonction de ses propres contraintes personnelles, répondront spécifiquement à ses besoins et attentes.

18.5 La responsabilité de LeCiseau pourra être engagée par le Client dans les conditions de droit commun.

En revanche, LeCiseau ne pourra voir sa responsabilité engagée envers les Salons, dans les conditions de droit commun, à raison des seuls dommages directs subis par les Salons, résultant d'un manquement de LeCiseau à ses obligations contractuelles telles que définies aux présentes. Les Salons renoncent donc à demander réparation à LeCiseau à quelque titre que ce soit, de dommages indirects, et notamment le manque à gagner, la perte de chance, ou les pertes trouvant leur origine ou étant la conséquence de l'exécution des présentes.

En tout état de cause, LeCiseau ne pourra être redevable envers les Salons du paiement de dommages-intérêts de quelque nature que ce soit en raison de leur recours aux Services, pour un montant qui serait supérieur au montant facturé par LeCiseau aux Salons au titre des présentes.

La responsabilité de LeCiseau ne pourra au demeurant être engagée que si les Utilisateurs ont émis une réclamation, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai d'un (1) mois suivant ladite survenance.

19. Indépendance des Salons et Coiffeurs

Ni LeCiseau, ni les Salons ou Coiffeurs ne pourront se réclamer des dispositions des présentes pour revendiquer, en aucune manière, la qualité d'agent, de représentant ou d'employé de l'autre, ni engager celui ou celle-ci à l'égard de tiers, au-delà des Services prévus par les dispositions des présentes.

Aux termes des présentes, il n'est pas formé de structure juridique particulière entre LeCiseau et les Salons ou les Coiffeurs, chacun conservant son entière autonomie, ses responsabilités et sa propre clientèle.

20. Propriété intellectuelle de LeCiseau

Les systèmes, logiciels, structures, infrastructures, bases de données et contenus de toute nature (textes, images, visuels, musiques, logos, marques, base de données, etc ...) exploités par LeCiseau au sein de la Plateforme, ainsi que la Plateforme lui-même, sont protégés par tous droits de propriété intellectuelle ou droits des producteurs de bases de données en vigueur.

Tous désassemblages, décompilations, décryptages, extractions, réutilisations, copies et plus généralement, tous actes de reproduction, représentation, diffusion et utilisation de l'un quelconque de ces éléments, en tout ou partie, sans l'autorisation de LeCiseau sont strictement interdits et pourront faire l'objet de poursuites judiciaires.

21. Données de LeCiseau

Les Utilisateurs reconnaissent et acceptent expressément :

- (i) que les données recueillies sur la Plateforme et les équipements informatiques de LeCiseau font foi de la réalité des opérations intervenues dans le cadre des présentes,
- (ii) que ces données constituent le seul mode de preuve admis entre les parties, notamment pour le calcul des sommes dues à LeCiseau.

Les Utilisateurs peuvent accéder à ces données dans leur Espace Personnel.

22. Données à caractère personnel

22.1 Données à caractère personnel traitées par LeCiseau

LeCiseau pratique une politique de protection des données personnelles dont les caractéristiques sont explicitées dans le document intitulé « Charte relative à la protection des données à caractère personnel », dont l'Utilisateur est expressément invité à prendre connaissance.

22.2 Données à caractère personnel traitées par les Salons

Les Salons s'obligent à respecter la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que toutes les lois relatives aux sollicitations commerciales, pour leur utilisation des données à caractère personnel dont ils seraient destinataires dans le cadre des Services.

23. Publicité

LeCiseau se réserve la faculté d'insérer, sur toute page de la Plateforme et dans toute communication à l'Utilisateur tous messages publicitaires ou promotionnels sous une forme et dans des conditions dont LeCiseau sera seule juge.

24. Références commerciales

Les Parties sont seules propriétaires de leurs noms, marques, logos, signes, dessins. Chacune des Parties s'engage à respecter les droits de propriété intellectuelle de l'autre Partie sur ces signes distinctifs et notamment, s'interdit de susciter toute analogie et/ou confusion dans l'esprit du public à quelque fin que ce soit et par quelque mode que ce soit, notamment, chacune des Parties s'engage à ne pas :

- utiliser le nom de l'autre Partie dans son nom ou dans tout autre nom commercial ou raison sociale sans limitation ;
- enregistrer ou faire enregistrer, pendant la durée et après la fin de la relation contractuelle entre les Parties, aucune marque, nom, logo, signe et dessin utilisé par l'autre Partie.

Les présentes n'emportent donc aucune cession des droits de propriété intellectuelle détenus par les Parties sur leurs signes distinctifs au profit de l'autre Partie, ce que cette dernière reconnaît expressément aux termes des présentes.

Les Parties s'autorisent réciproquement à faire usage du nom, de la marque, du logo, et des références, de l'autre Partie, à titre de références commerciales, sur tout support et sous quelque forme que ce soit, pendant la durée des présentes et trois (3) ans suivant la fin des relations entre les Parties.

25. Liens et sites tiers

LeCiseau ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable de la disponibilité technique de sites internet ou d'applications mobiles exploités par des tiers (y compris ses éventuels partenaires) auxquels les Utilisateurs accéderaient par l'intermédiaire de la Plateforme .

LeCiseau n'endosse aucune responsabilité au titre des contenus, publicités, produits et/ou services disponibles sur de tels sites et applications mobiles tiers dont il est rappelé qu'ils sont régis par leurs propres conditions d'utilisation.

LeCiseau n'est pas non plus responsable des transactions intervenues entre les Utilisateurs et un quelconque annonceur, professionnel ou commerçant (y compris ses éventuels partenaires) vers lequel les Utilisateurs seraient orientés par l'intermédiaire de la Plateforme et ne saurait en aucun cas être partie à quelques litiges éventuels que ce soit avec ces tiers concernant notamment la livraison de produits et/ou services, les garanties, déclarations et autres obligations quelconques auxquelles ces tiers sont tenus.

26. Renonciation

Le fait pour l'une des Parties de ne pas avoir exercé un quelconque droit ou pouvoir en application des dispositions des présentes Conditions Générales, ou de l'avoir exercé en retard, ne pourra être interprété comme une renonciation à exercer tout ou partie de ce droit ou pouvoir, et tout exercice unique ou partiel de tout droit ou pouvoir ne pourra empêcher une nouvelle mise en œuvre de ce droit ou pouvoir.

27. Force majeure

LeCiseau ne pourra être tenue responsable vis-à-vis de l'Utilisateur dans l'hypothèse où l'exécution de ses obligations serait retardée, restreinte ou rendue impossible du fait de la survenance d'un événement de force majeure. Sont notamment considérées comme cas de force majeure, les hypothèses habituellement reconnues par la jurisprudence et les tribunaux français.

La survenance d'un événement de force majeure suspendra dans un premier temps l'exécution des Services pendant une durée qui ne pourra être supérieure à trois (3) mois.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure se poursuivrait au-delà de la période susvisée, les Parties pourront résilier les présentes Conditions Générales, de plein droit, sans formalité judiciaire, sans préavis et sans droit à indemnités de quelque nature que ce soit, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ayant effet immédiat.

28. Nullité

Si l'une quelconque des dispositions des présentes Conditions Générales venait à être déclarée nulle ou non applicable en raison d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive rendue par une juridiction compétente, seule cette disposition serait frappée de nullité, les autres dispositions garderont toute leur force et leur portée.

29. Modification des Conditions Générales

LeCiseau se réserve la faculté de modifier à tout moment les présentes Conditions Générales.

L'Utilisateur sera informé de ces modifications par tout moyen utile, au moins trente (30) jours avant leur entrée en vigueur. Les Conditions Générales modifiées s'appliqueront immédiatement.

L'Utilisateur qui n'accepte pas les Conditions Générales modifiées doit se désinscrire des Services avant la fin du délai de notification de trente (30) jours, dans les conditions de l'article « Fin des Services à l'initiative des Utilisateurs ».

Tout Utilisateur qui a recours aux Services postérieurement à l'entrée en vigueur des Conditions Générales modifiées est réputé avoir accepté ces modifications qui lui seront pleinement applicables.

30. Médiation

En cas de litige relatif aux présentes Conditions Générales, le Client a la faculté de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation conformément aux articles L152-1 du Code de la consommation.

Une liste des médiateurs agréés est disponible sur la Plateforme internet de la médiation de la consommation accessible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-conso>.

Le Client a en outre la possibilité de déposer une plainte via la plateforme de règlement en ligne des litige (dites plateforme « RLL ») accessible au moyen du lien ci-dessous : <https://webgate.ec.europa.eu/odr/main/?event=main.home.show&lng=FR>

Ce lien est également accessible sur la Plateforme, au sein de la rubrique « FAQ ».

En cas d'échec dans la désignation du médiateur ou de la médiation elle-même, la partie la plus diligente peut saisir la Tribunal compétent selon les modalités de l'article « Loi applicable et Tribunaux compétents » ci-dessous.

31. Loi applicable et Tribunaux compétents

Les présentes Conditions Générales sont régies par la loi française.

En cas de contestation sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution des Conditions Générales, les parties conviennent que les tribunaux de Paris seront exclusivement compétents pour en juger, sauf règles de procédure impératives contraires.

32. Entrée en vigueur

Les présentes Conditions Générales sont entrées en vigueur le 01 septembre 2016.

Annexe 1
Formulaire de rétractation

(article L.121-21 du Code de la consommation)

Si vous souhaitez exercer votre droit de rétractation, veuillez :

- cocher la case ci-dessous
- compléter le présent formulaire
- le renvoyer au Salon à l'adresse indiquée sur sa page Profil

Je vous notifie par la présente ma rétractation du contrat portant sur l'opération ci-dessous :

Reçu le :

Nom du Client :

Adresse du Client :

Signature du Client :

(uniquement en cas de notification du présent formulaire sur papier)

Date :

CONTRAT-CADRE D'EMISSION, GESTION, MISE A DISPOSITION DE MONNAIE ELECTRONIQUE MANGOPAY

Conditions Générales d'Utilisation de la Monnaie Electronique

(version pour la France)

Conclu entre :

Le client du Site, une personne physique (nom, prénom, date lieu de naissance, adresse) et majeure capable, résident dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'Espace Economique européen ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en termes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

ou

Le client du Site, une personne morale immatriculée au RCS dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'Espace Economique européen ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en termes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme,

ci-après dénommé(e) l'« Utilisateur », d'une part

et

MANGOPAY SA, société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de 2.000.000 euros, dont le siège social est situé 59 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés luxembourgeois sous le numéro B173459, habilitée à exercer son activité en France en libre établissement, en qualité d'établissement de monnaie électronique agréé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, 110 route d'Arlon L-1150 Luxembourg, <http://www.cssf.lu/>

ci-après dénommée l' « Emetteur », d'autre part

ci-après ensemble dénommées les « Parties »,

Avertissement

Veillez lire attentivement les présentes Conditions Générales d'Utilisation de la Monnaie Electronique et les Conditions Tarifaires qui vous ont été communiquées sur le Site avant de les accepter.

Vous êtes informés que la langue utilisée pour communiquer avec l'Emetteur est le français ou l'anglais.

1. Définitions

Pour les besoins des présentes, les termes ci-après sont définis comme suit :

«Banques» : établissements de crédit qui conservent les fonds collectés par l'Emetteur correspondant à la Monnaie Electronique en circulation. Les établissements retenus sont à ce jour le Crédit Mutuel Arkéa et ING Luxembourg. L'Emetteur se réserve la possibilité de sélectionner tout autre établissement de crédit agréé dans un Etat membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord relatif à l'Espace Economique Européen.

«Bénéficiaire» : Personne physique ou morale agissant pour son compte, désignée par l'Utilisateur parmi les personnes clientes du Site, au profit de laquelle est transférée la Monnaie Electronique dans le cadre d'une Opération de Paiement. Tout Bénéficiaire peut devenir un Utilisateur au sens des présentes à compter de son acceptation du Contrat-cadre sous réserve d'acceptation par l'Emetteur. Dans certain cas, le Bénéficiaire peut être le Distributeur conformément aux Conditions Particulières.

« Carte » : carte bancaire, de paiement ou de crédit utilisée par l'Utilisateur pour remettre des fonds à l'Emetteur en contrepartie de l'émission de Monnaie électronique. Cette carte est rattachée à l'un des réseaux suivants : Visa, MasterCard, CB, Amex.

« Conditions générales » : Désigne le présent document intitulé « Contrat-cadre d'émission, gestion et mise à disposition de monnaie électronique, Conditions Générales d'Utilisation de la Monnaie Electronique MANGOPAY».

« Conditions Particulières d'Utilisation de la Monnaie Electronique » : Désigne le formulaire à remplir par l'Utilisateur sur le Site comprenant les données personnelles de ce dernier et les Conditions Tarifaires applicables à la Monnaie électronique.

« Conditions Générales du Site » : Désigne les conditions générales d'utilisation du Site conclues entre l'Utilisateur agissant en qualité de client du Site et le Distributeur, régissant notamment l'accès au Site.

« Contrat-cadre » : Désigne le Contrat cadre d'émission, gestion, mise à disposition de Monnaie Electronique MANGOPAY composé des Conditions Générales et des Conditions Particulières d'Utilisation de la Monnaie Electronique.

« Conditions Tarifaires » : Désigne le document comprenant l'ensemble des frais versés pour l'acquisition, l'utilisation et la gestion de la Monnaie électronique telles que prévues dans les Conditions Particulières d'Utilisation.

« Compte » : Désigne une référence interne permettant à l'Emetteur d'identifier dans ses livres les différentes opérations d'acquisition, d'utilisation et de remboursement de Monnaie électronique réalisées au nom d'un même Utilisateur et de déterminer, à tout moment, le montant en euro de Monnaie Electronique disponible détenue par ce dernier. Le Compte ne peut en aucun cas être assimilé à un compte de dépôt, un compte courant ou à un compte de paiement.

« Distributeur » : Désigne l'entité, dont les coordonnées sont indiquées dans les Conditions Particulières, qui exploite le Site. Le Distributeur prépare, facilite et conseille ses clients, en vue de la conclusion du Contrat-cadre par l'intermédiaire de son Site. Il accompagne ses clients tout

au long de leur relation avec l'Emetteur dans le cadre de la réalisation de leurs Opérations de paiement et Remboursement. A cet effet, le

Distributeur met à la disposition de tout client un service client dédié aux Opérations de paiement exécutées en application des présentes. Le Distributeur ne collecte pas les fonds à l'exception des frais convenus dans les Conditions Tarifaires.

« Emetteur » : Désigne MANGOPAY. SA, émetteur de la Monnaie Electronique agréé à ce titre au Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier sous les références n°3812 et habilité à exercer son activité dans le pays d'accueil indiqué dans les Conditions Particulières. L'Emetteur figure sur la liste des établissements de monnaie électronique consultable sur <http://supervisedentities.cssf.lu/index.html?language=fr#Home>

« Identifiant » : Désigne les données nécessaires à l'identification d'un Utilisateur par l'Emetteur pour la réalisation d'une Opération de paiement se composant d'un User (adresse email valide)

« Jour Ouvré » : Désigne un jour calendaire à l'exception des samedis, dimanches, et jours fériés en France métropolitaine, au Luxembourg et dans le pays d'accueil indiqué dans les Conditions Particulières, au cours duquel les infrastructures de paiement de ces pays et les Banques utilisées exercent leurs activités en fonctionnement régulier.

« Monnaie Electronique » : Désigne la valeur monétaire disponible représentant une créance de l'Utilisateur sur l'Emetteur. La Monnaie Electronique est émise par l'Emetteur contre la remise des fonds en euro (€) correspondants par l'Utilisateur et constitue un moyen de paiement accepté exclusivement par les Bénéficiaires. L'Emetteur la conserve sous une forme électronique sur son serveur par l'inscription sur un Compte ouvert à cet effet.

« Ordre » : Désigne l'instruction donnée par l'Utilisateur à l'Emetteur conformément à la procédure prévue au Contrat-Cadre en vue d'exécuter une Opération de paiement et/ou un Remboursement.

« Opération de paiement » : Désigne le transfert de Monnaie Electronique au profit d'un Bénéficiaire désigné sur le Site par un Utilisateur.

« Page de paiement » : Désigne la page sécurisée par Payline, le

prestataire monétique de l'Emetteur. Seule cette adresse doit être considérée comme valable par l'Utilisateur. L'Utilisateur est invité à vérifier systématiquement l'adresse figurant en haut de sa page.

« Remboursement » : Désigne le transfert par l'Emetteur sur Ordre de l'Utilisateur, des fonds scripturaux correspondant à tout ou partie de la Monnaie Electronique disponible détenue par lui diminuée des éventuels frais dus.

« Site » : Désigne le site internet exploité par le Distributeur dont l'objet consiste à vendre des biens ou services à des Utilisateurs ou à collecter des fonds auprès d'eux, ou à mettre en relation des Bénéficiaires avec des Utilisateurs. Le Site dont l'adresse est indiquée dans les Conditions Particulières, a intégré l'API aux couleurs de la Marque pour permettre à l'Utilisateur de disposer d'un moyen de paiement émis et géré par l'Emetteur pour transférer des fonds au Bénéficiaire désigné.

« Utilisateur » : Toute personne physique ou morale agissant pour son compte détenant de la Monnaie Electronique inscrite sur un Compte ouvert à son nom, afin de réaliser une ou des Opérations de paiement.

2. Objet

Les présentes Conditions Générales ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Emetteur fournit à l'Utilisateur un moyen de paiement exclusivement accepté par les Bénéficiaires dans le cadre de leurs relations établies par l'intermédiaire du Site.

Le moyen de paiement proposé doit être systématiquement prépayé par l'Utilisateur et ne fera l'objet d'aucune avance, crédit, ou escompte. Il repose sur la Monnaie électronique émise et gérée par l'Emetteur.

L'Emetteur a mandaté le Distributeur pour proposer aux clients du Site ce moyen de paiement, faciliter la conclusion des présentes et accompagner les Utilisateurs tout au long de leurs relations avec l'Emetteur.

Les Conditions Générales et les Conditions Particulières d'Utilisation de Monnaie Electronique, constituent l'intégralité du Contrat-cadre d'émission, gestion et utilisation de la Monnaie Electronique MANGOPAY, conclu entre les Parties.

L'Utilisateur peut à tout moment et sans frais se procurer une copie de ces documents en se rendant sur le Site. Seul le Contrat-cadre fera foi entre les Parties en cas de litige.

3. Inscription de l'Utilisateur

3.1 Conditions nécessaires et préalables à l'inscription de l'Utilisateur

Toute personne physique âgée d'au moins 18 (dix-huit) ans, juridiquement capable, ainsi que toute personne morale, résidente ou immatriculée dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'accord relatif à l'Espace Economique européen ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en termes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, peut transmettre une demande d'ouverture de Compte sous réserve qu'elle soit cliente du Site.

L'Utilisateur, personne physique, indiquera dans les Conditions Particulières s'il utilise la Monnaie électronique pour des besoins professionnels ou non professionnels. Le cas échéant, il sera considéré comme agissant pour des besoins exclusivement non professionnels en application des dispositions du Contrat-cadre.

3.2 Procédure d'inscription et d'ouverture d'un Compte

Le client devra transmettre au Distributeur :

- ses nom, prénom, adresse mail, date de naissance et nationalité (pour les personnes physiques), ou
- sa dénomination, sa forme sociale, son capital, l'adresse de son siège social, la description

de son activité, l'identité des associés et dirigeants sociaux, ainsi que la liste des bénéficiaires effectifs tels que définis par la

réglementation (pour les personnes morales),

si ces informations ne sont pas déjà en possession du Distributeur.

Il devra indiquer un identifiant, composé d'un Identifiant et un mot de passe ou se connecter par l'intermédiaire de son compte Facebook. Il est entièrement responsable du maintien de la confidentialité de son Identifiant. Il accepte de ne pas utiliser le compte, nom ou Identifiant d'un autre utilisateur à aucun moment, ni de divulguer son Identifiant à un tiers. Il accepte d'avertir immédiatement le Distributeur, dans le cas où il soupçonnerait une utilisation non autorisée de son Identifiant. Il est seul responsable de toute utilisation de son Identifiant.

Après avoir pris connaissance du Contrat-cadre, le client devra l'accepter suivant les modalités prévues par le Site et fournir toutes les informations et justificatifs qui lui sont demandés par le Distributeur. En donnant son accord sur les termes du Contrat-cadre, le client accepte que le Distributeur transmette à l'Emetteur sa demande d'inscription en qualité d'Utilisateur et toutes les pièces justificatives reçues par lui.

L'Emetteur est le seul à pouvoir accepter l'inscription d'un client du Site en qualité d'Utilisateur et procéder à l'ouverture d'un Compte en son nom. Cet accord sera notifié à l'Utilisateur par le Distributeur par tout moyen suivant les modalités prévues sur le Site.

L'Emetteur pourra, sans motivation, ni droit à indemnité en faveur du client du Site, refuser une demande d'inscription en qualité d'Utilisateur et d'ouverture d'un Compte. Ce refus sera notifié au Client par le Distributeur par tout moyen suivant les modalités prévues sur le Site.

En outre, l'Emetteur se réserve le droit de demander à l'Utilisateur avant toute inscription et à tout moment pendant toute la durée du Contrat-cadre des informations et des données d'identification complémentaires aux fins de contrôle de son identité, ainsi que toutes pièces justificatives qu'il estimera utiles.

L'Utilisateur déclare au moment de la transmission de sa demande d'inscription au Distributeur et pendant toute la durée du Contrat-

cadre :

- - -

-

-

- (a) qu'il est âgé d'au moins 18 (dix-huit) ans et juridiquement capable ;
- (b) qu'il agit pour son propre compte ;
- (c) que toutes les informations fournies lors de son inscription sont sincères, exactes et à jour.

3.3 Limites d'utilisation du Compte

Suivant la libre appréciation de l'Emetteur, un Utilisateur qui n'a pas transmis tous les documents

requis ci-dessous pourra être expressément autorisé par l'Emetteur à utiliser son Compte pour

l'acquisition de biens ou services dans la limite de 2 500 euros de Monnaie Electronique détenue par un Utilisateur au cours d'une même année civile ou de 1000 € de remboursement au cours d'une même année civile, sous réserve que cette Monnaie Electronique n'ait fait l'objet d'aucune demande de Remboursement.

- A réception de l'ensemble des documents listés ci-dessous et sous réserve qu'ils soient jugés satisfaisants par l'Emetteur, l'Utilisateur pourra détenir et initier des Remboursements de Monnaie Electronique au dessus des seuils mentionnés au cours d'une même année civile. Cette autorisation ne pourra être octroyée que si l'acquisition ou le Remboursement de Monnaie électronique est effectué en provenance ou à destination d'un compte ouvert au nom de l'Utilisateur auprès d'une personne mentionnée aux 1° à 6° de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier établie dans un Etat membre de l'Union Européenne , dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ou dans un pays tiers imposant des

obligations équivalentes en termes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Les documents requis pour tout Utilisateur personne physique conformément à ce qui précède sont les suivants :

- une copie d'un document officiel d'identité en cours de validité permettant l'identification de l'Utilisateur ¹
- un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois est susceptible d'être demandé par l'Emetteur. Les documents requis pour tout Utilisateur personne morale conformément à ce qui précède sont les suivants :
 - original ou copie d'un extrait du registre officiel datant de moins de trois mois constatant la dénomination, la forme juridique, l'adresse du siège social et l'identité des associés et dirigeants sociaux mentionnés aux 1° et 2° de l'article R.123-54 du Code de Commerce ou de leurs équivalents en droit étranger ;
 - une copie des statuts et des éventuelles décisions nommant le représentant légal certifiées conforme;
 - la déclaration des actionnaires à remplir par le dirigeant de la société
 - une copie d'un document officiel d'identité en cours de validité permettant l'identification du représentant légal et le cas échéant du bénéficiaire effectif.¹ Il est expressément prévu que l'Emetteur se réserve la possibilité de demander à tout moment des

¹ A l'intérieur de l'espace économique européen : passeport, carte nationale d'identité, permis de conduire ou titre de séjour de ressortissants de pays tiers à l'Union européenne En dehors de l'espace économique européen : passeport obligatoire, permis de conduire pour les USA et le Canada acceptés

documents complémentaires concernant l'Utilisateur, le Bénéficiaire, le bénéficiaire effectif ou toute Opération de paiement ou

Remboursement.

Le Bénéficiaire est réputé être le bénéficiaire effectif au sens de la réglementation. Le cas échéant, il s'engage à renseigner l'adresse mail, la date de naissance, la nationalité ainsi que l'adresse postale de la personne à qui le Bénéficiaire remettra les fonds.

4. Fonctionnement d'un Compte 4.1 Achat de Monnaie Electronique

- L'acquisition de Monnaie Electronique peut être réalisée, par Carte (ou tout autre moyen accepté par l'Emetteur), en une ou plusieurs fois.
- Lorsqu'il souhaite effectuer une telle opération, l'Utilisateur procède à son identification sur le Site en indiquant son User (adresse mail valide) et son mot de passe ou en se connectant par l'intermédiaire de son compte Facebook.
- L'ordre de transfert de fonds est transmis sur une Page de paiement dédiée à cet effet. L'Emetteur pourra exiger pour tout paiement la saisie d'un code à usage unique notifié sur le téléphone portable de l'Utilisateur par l'établissement émetteur de la Carte. Le cas échéant, il appartient à l'Emetteur de refuser tout paiement suivant sa libre appréciation et sans que cette décision ne puisse donner lieu à une quelconque indemnisation. L'opération de transfert de fonds est exécutée par l'établissement émetteur de la Carte. Toute contestation d'un tel transfert doit être notifiée audit établissement. L'Emetteur n'est pas habilité à annuler un tel transfert. Nonobstant ce qui précède, l'Utilisateur peut obtenir le Remboursement de la Monnaie électronique conformément à l'article 4.4.
- L'inscription de la Monnaie électronique au nom de l'Utilisateur peut être conditionnée à la réception effective des fonds collectés déduction faite des frais convenus dans les Conditions Tarifaires.
- Dans l'hypothèse où le transfert des fonds est annulé par l'émetteur de la Carte à la suite d'une contestation, quel que soit le motif invoqué, l'Emetteur pourra dès réception de l'information suspendre ou annuler toute Opération de paiement, clôturer le Compte concerné,

débiter à tout moment le Compte du montant de Monnaie Electronique correspondant aux fonds dont le transfert est annulé et procéder au recouvrement des sommes dues par l'Utilisateur par tout moyen.

4.2 Fonctionnement du compte • La Monnaie Electronique est stockée pour une durée indéterminée sur le Compte de

l'Utilisateur par l'Emetteur dans les Conditions Tarifaires convenues.

- Le Compte est crédité par l'acquisition de Monnaie électronique contre la remise de fonds ordonnée par l'Utilisateur directement auprès de l'Emetteur par Carte (ou tout autre moyen accepté par l'Emetteur) déduction faite des frais correspondants tels que prévus par les

Conditions Tarifaires. Ce Compte est débité sur Ordre de l'Utilisateur de Monnaie électronique du montant de l'Opération de paiement ou de Remboursement réalisé et des frais y afférents tels que prévus par les Conditions Tarifaires. L'Emetteur est habilité à débiter à tout moment ce Compte du montant de Monnaie électronique correspondant aux frais dus et exigibles prévus dans les Conditions Tarifaires.

- Le montant de Monnaie Electronique disponible sur le Compte est immédiatement ajustée en fonction :

- des frais dus et exigibles, par l'Utilisateur du Compte, dont le paiement est réalisé en Monnaie Electronique ;

- des Ordres transmis (ou en cours de transmission) à l'Emetteur et portant sur la Monnaie Electronique stockée sur le Compte ;

- des fonds reçus par l'Emetteur en contrepartie de l'acquisition de Monnaie Electronique sur le Compte ;

- et toute annulation portant sur l'une des opérations précitées en application des présentes.

4.4 Utilisation de la Monnaie Electronique en vue de réaliser une Opération de Paiement

- Avant de transmettre un Ordre, l'Utilisateur devra s'assurer qu'il

dispose d'un montant de Monnaie Electronique disponible suffisant pour couvrir le montant de l'Opération de paiement et les frais y afférents tels que convenus dans les Conditions Tarifaires.

- Le cas échéant, il devra acquérir la Monnaie électronique suffisante conformément à l'article 4.1 avant que l'Ordre ne puisse être valablement transmis à l'Emetteur pour exécution. La Monnaie électronique ne peut être détenue par l'Utilisateur que sous réserve de la remise effective des fonds correspondant. La Monnaie électronique ne peut en aucun être émise à crédit. Ainsi, lorsque le montant de Monnaie électronique disponible à la date d'exécution de l'Ordre par l'Emetteur est inférieur au montant de l'Opération de Paiement (frais inclus), l'Ordre est automatiquement refusé par l'Emetteur. L'information portant sur ce refus est mise à la disposition de l'Utilisateur sur le Site. Ce refus pourra donner lieu à des frais complémentaires conformément aux Conditions Tarifaires.

- Les modalités de transmission d'un Ordre par l'Utilisateur sont les suivantes :

- Lorsqu'il souhaite effectuer une Opération de paiement, l'Utilisateur procède à son identification sur le Site en indiquant son Identifiant et son mot de passe ou en se connectant par l'intermédiaire de son compte Facebook. Il remplit le formulaire adéquat sur la Page de paiement et communique le cas échéant les pièces justificatives demandées par l'Emetteur. Le formulaire devra indiquer les éléments suivants : le montant exprimé en euro (€) de l'Opération de paiement, les éléments permettant d'identifier le Bénéficiaire, la date d'exécution de l'Ordre et toute autre information requise. L'Ordre de paiement devient irrévocable, lorsque l'Utilisateur clique sur l'onglet de validation du formulaire L'Utilisateur reçoit alors un email de confirmation (« Date de réception »).

- Dans certains cas, l'Utilisateur pourra remplir un formulaire unique contenant un ordre de transfert des fonds tel que prévu à l'article 4.1 et un Ordre permettant la réalisation d'un Opération de paiement conformément au paragraphe précédent.

- Exécution de l'Ordre

Le montant des Opérations de Paiement vient s'imputer sur la Monnaie Electronique disponible inscrite sur le Compte pour être créditée en faveur du Bénéficiaire suivant les instructions de l'Utilisateur. Ainsi, le Bénéficiaire pourra procéder à l'ouverture d'un Compte conformément à l'article 3.2 pour recevoir la Monnaie électronique s'il n'est pas déjà Utilisateur. Les fonds correspondant à la Monnaie électronique utilisée pourront le cas échéant être directement transférés sur un compte bancaire ou de paiement ouvert au nom du Bénéficiaire dès réception des coordonnées de ce compte par l'Emetteur. Le Bénéficiaire doit à cet effet fournir le numéro IBAN et le code SWIFT du compte bancaire ou de paiement dont il est titulaire ainsi que son adresse. Ce compte devra être ouvert par un établissement bancaire ou de paiement établi dans un Etat membre de l'Union Européenne, d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en termes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Il est convenu entre les Parties que l'Opération de paiement sera exécutée au plus tard deux (2) Jours Ouvrés suivant la Date de réception si le Bénéficiaire dispose d'un Compte. Le cas échéant, la Date de réception devra être reportée à l'ouverture du Compte ou au jour de la collecte par l'Emetteur des coordonnées du compte bancaire ou de paiement du Bénéficiaire destinataire des fonds.

Si la Date de réception n'est pas un Jour Ouvré, elle sera réputée être le Jour Ouvré suivant pour tout Ordre passé après 12h.

4.4 Transmission et exécution d'un Ordre de Remboursement

Lorsqu'il souhaite transmettre un Ordre de Remboursement, l'Utilisateur procède à son identification sur le Site en indiquant son Identifiant et son mot de passe ou en se connectant par l'intermédiaire de son compte Facebook. Il remplit le formulaire adéquat sur la Page de paiement et communique le cas échéant les pièces justificatives demandées par l'Emetteur. L'Utilisateur devra indiquer sur le formulaire les éléments suivants : le montant du Remboursement, la date d'exécution de l'Ordre et toute autre information requise. L'Ordre de paiement devient irrévocable, lorsque l'Utilisateur clique

sur l'onglet de validation du formulaire. L'Utilisateur reçoit alors un email de confirmation (« Date de réception »).

Le Remboursement interviendra par crédit de la Carte ayant servi à l'Utilisateur pour acquérir de la Monnaie électronique. Le cas échéant, il sera réalisé par transfert des fonds sur le compte bancaire ou de paiement du Bénéficiaire dont les coordonnées auront été notifiées à l'Emetteur (« Date de notification »). Il est convenu entre les Parties que le Remboursement sera exécuté au plus tard deux (2) Jours Ouvrés suivant la Date de réception ou de notification suivant le cas.

Si la Date de réception n'est pas un Jour Ouvré, elle sera réputée être le Jour ouvré suivant pour tout Ordre passé après 12h.

4.5 Retrait d'un Ordre

Aucun Ordre ne peut être retiré par l'Utilisateur après la date à laquelle il est réputé irrévocable comme indiqué ci-dessus.

5 Opposition d'Identifiant contestation d'Opération et Reporting

5.1 Opposition d'Identifiant

L'Utilisateur doit informer le Distributeur de la perte ou du vol de son Identifiant, du détournement ou de toute utilisation non autorisée de celui-ci ou de ses données dès qu'il en a connaissance afin d'en demander le blocage. Cette déclaration doit être réalisée:

- par appel téléphonique au service client du Distributeur au numéro indiqué dans les Conditions Particulières,

ou

L'Emetteur par l'intermédiaire du Distributeur exécutera immédiatement la demande de mise en opposition de l'Identifiant concerné. L'événement sera enregistré et horodaté. Un numéro d'opposition avec horodatage sera communiqué à l'Utilisateur. Une confirmation écrite de cette mise en opposition sera adressée par le Distributeur à l'Utilisateur concerné par message électronique.

L'Emetteur prend en charge le dossier sur le plan administratif et conserve toutes les traces pendant 18 (dix-huit) mois. Sur demande

écrite de l'Utilisateur et avant l'expiration de ce délai, l'Emetteur communiquera une copie de cette opposition.

Toute demande d'opposition doit être confirmée sans délai par l'Utilisateur concerné, par lettre signée de ce dernier, remise ou expédiée sous pli recommandé, ou email, à l'Emetteur à l'adresse postale en tête des présentes ou à l'adresse éventuellement indiquée dans les Conditions Particulières.

L'Emetteur et le Distributeur ne sauraient être tenus pour responsable des conséquences d'une opposition par télécopie ou courriel, qui n'émanerait pas de l'Utilisateur.

Une demande d'opposition est réputée faite à la date et à l'heure de réception effective de la demande par le Distributeur. En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse de l'Identifiant, l'Emetteur est habilité à demander par l'intermédiaire du Distributeur, un récépissé ou une copie du dépôt de plainte à l'Utilisateur qui s'engage à y répondre dans les plus brefs délais.

5. 2 Contestation d'une Opération

Pour toute réclamation relative aux Opérations de paiement ou de Remboursement réalisées par l'Emetteur dans le cadre des présentes, l'Utilisateur est invité à s'adresser au service client du Distributeur ou à l'adresse indiquée à cet effet dans les Conditions Générales du Site.

- directement par message électronique par l'intermédiaire du formulaire de contact accessible sur le Site.

Si un Ordre est exécuté par l'Emetteur avec des erreurs dues à une faute de ce dernier, l'Ordre est annulé et le Compte est rétabli dans la situation dans laquelle il se trouvait avant la réception de l'ordre de paiement. Par la suite, l'Ordre est représenté correctement.

L'Utilisateur qui souhaite contester une opération non autorisée par lui doit contacter par téléphone le service client Distributeur (coordonnées figurant sur le Site) dans les plus brefs délais suivant sa prise de connaissance de l'anomalie et au plus tard 13 mois suivant l'inscription en compte de l'opération. Après validation de la

légitimité de la demande, l'Emetteur procédera à l'annulation de l'Ordre et rétablira sous forme d'un crédit temporaire le Compte dans l'état dans lequel il était si l'opération contestée n'avait jamais été effectuée. Après enquête sur la validité de la contestation, l'Emetteur ajustera le Compte en conséquence et est autorisé à contrepasser tout écriture indûment réalisée.

En cas de perte ou de vol du dispositif de sécurité (Identifiant et mot de passe), les opérations non autorisées effectuées avant la notification de l'opposition sont à la charge de l'Utilisateur, dans la limite de 150 euros. Toutefois, la responsabilité de l'Emetteur n'est pas engagée en cas de faute de l'Utilisateur telle qu'un manquement volontaire ou constitutif d'une négligence grave à ses obligations, d'une transmission tardive de l'opposition ou de mauvaise foi. En cas de perte ou de vol de détournement du dispositif de sécurité personnalisé, les pertes résultant des Ordre passés avant l'opposition par l'Utilisateur sont supportées par l'Emetteur, sauf en cas de faute telle que définie ci-dessus. Les opérations réalisées après l'opposition sont supportées par l'Emetteur sauf en cas de fraude.

L'Utilisateur peut contester une opération autorisée dont le montant exact n'est pas défini ou celles dont le montant final n'est pas celui auquel il pouvait raisonnablement s'attendre compte tenu de son profil, de ses dépenses passées et des conditions du Contrat-cadre. Cette demande doit être transmise à l'Emetteur dans les 8 semaines suivant l'exécution de l'Ordre sur le Compte. L'Emetteur est tenu de rembourser l'Utilisateur dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la réception de la demande, si celle-ci s'avère justifiée compte tenu de la réglementation et si la demande comporte tous les éléments nécessaires à son examen par l'Emetteur. Celle-ci se réserve la possibilité de refuser un tel remboursement qui sera motivé et notifié à l'Utilisateur. Ce dernier s'engage à fournir tous les éléments nécessaires permettant de déterminer les circonstances de l'Opération de paiement. Les frais et cotisations résultant des Opérations concernées ne sont pas remboursés par l'Emetteur. Des frais indiqués dans les Conditions Particulières pourront être perçus en cas de contestation non justifiée d'une Opération.

5.3 Reporting

L'Utilisateur reconnaît que seul le relevé d'Opérations de paiement validé par l'Emetteur vaut reconnaissance par ce dernier du montant de Monnaie électronique disponible sur le Compte arrêté à la date indiquée sur le relevé. L'Utilisateur peut accéder à tout moment sur sa page personnelle accessible sur le Site au montant indicatif de Monnaie Electronique disponible sur son Compte. L'Utilisateur est invité à prendre connaissance avec attention de ces relevés et à les conserver.

A chaque fin de Jour ouvré, l'Utilisateur dispose sur la page personnelle du Site un état des Opérations de paiement réalisées sur le Compte comprenant les informations suivantes :

- a) Une référence permettant d'identifier l'Opération de paiement concernée ;
- b) Le cas échéant, les informations relatives aux parties impliquées dans l'Opération de paiement ;
- c) Le montant de l'Opération de paiement concernée ainsi que, le cas échéant, l'objet de l'Opération de paiement réalisée ;
- d) Le cas échéant, la date de réception de l'Ordre correspondant et/ou la date à laquelle est exécuté l'Opération de paiement correspondante.

L'Emetteur met à la disposition de l'Utilisateur sur demande les relevés mensuels du Compte couvrant les 13 mois précédents.

6. Modification du Contrat-cadre

L'Emetteur se réserve le droit, à tout moment, de modifier le Contrat-cadre. Elles sont rendues accessibles par le Distributeur à tous les Utilisateurs sur le Site

Tout Utilisateur peut refuser les modifications proposées et doit notifier son refus au Service Client du Distributeur par lettre recommandée avec avis de réception 2 mois avant la date d'entrée en vigueur des modifications proposées (cachet de la Poste faisant foi) à l'adresse du siège social de l'Emetteur indiquée en première page.

A défaut d'avoir notifié son refus avant la date d'entrée en vigueur

indiquée, ou, à défaut, avant un délai de [7] jours à compter de leur mise en ligne sur le Site, l'Utilisateur est réputé accepter les modifications proposées.

Les relations entre les Parties après la date d'entrée en vigueur seront alors régies par la nouvelle version du Contrat-cadre.

Il est par conséquent important que l'Utilisateur consulte ses emails et lise régulièrement le Contrat-cadre accessibles en ligne sur le Site à tout moment.

En cas de refus par l'Utilisateur, ce refus donnera lieu, sans frais, à la résiliation du Contrat- cadre, ainsi qu'au Remboursement des unités de Monnaie Electronique lui appartenant.

7. Sécurité

L'Emetteur s'engage à assurer ses prestations dans le respect des lois et règlements applicables et des règles de l'art. Notamment, l'Emetteur mettra tout en œuvre pour assurer la sécurité et la confidentialité des données des Utilisateurs, conformément à la réglementation en vigueur.

L'Emetteur se réserve le droit de suspendre temporairement l'accès au Compte en ligne pour des raisons techniques, de sécurité ou de maintenance sans que ces opérations n'ouvrent droit à une quelconque indemnité. Il s'engage à limiter ce type d'interruptions au strict nécessaire.

L'Emetteur ne saurait toutefois être tenu responsable à l'égard de l'Utilisateur des éventuelles erreurs, omissions, interruptions ou retards des opérations réalisées via le Site résultant d'un accès non autorisé à ce dernier. L'Emetteur ne saurait d'avantage être tenu responsable des vols, destructions ou communications non autorisées de données résultant d'un accès non autorisé au Site. En outre, l'Emetteur demeure étranger au lien de droit existant entre l'Utilisateur et le Bénéficiaire de l'Opération de Paiement. L'Emetteur ne saurait être tenu responsable des fautes, manquements ou négligence de l'Utilisateur ou du Bénéficiaire l'un envers l'autre.

Le Distributeur est seul responsable de la sécurité et de la confidentialité des données échangées dans le cadre de l'utilisation du Site conformément aux Conditions Générales du Site, l'Emetteur étant responsable de la sécurité et de la confidentialité des données qu'il échange avec l'Utilisateur dans le cadre des présentes au titre de la création et de la gestion de son Compte, ainsi que des Opérations de paiement associées au Compte.

8. Limitation de responsabilité de l'Emetteur

L'Emetteur n'intervient en aucune manière dans les relations juridiques et commerciales et les éventuels litiges intervenant entre le Bénéficiaire et l'Utilisateur. L'Emetteur n'exerce aucun contrôle sur la conformité, la sécurité, la licéité, les caractéristiques et le caractère approprié des produits objet d'une Opération de paiement. A cet égard, il appartient à l'Utilisateur de prendre toutes les informations utiles avant de procéder à l'achat d'un produit ou service, la collecte de fonds ou toute opération en toute connaissance de cause. Chaque opération réalisée par l'Utilisateur donne naissance à un contrat directement formé entre lui et le ou les Bénéficiaires auquel l'Emetteur est étranger. Ce dernier ne pourra en conséquence être tenu responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des obligations qui en résultent, ni des préjudices éventuels causés à l'Utilisateur à ce titre.

Nonobstant toute disposition contraire dans le présent Contrat, la responsabilité de l'Emetteur à l'égard d'un Utilisateur est limitée à la réparation des dommages directs tels que prévus par la réglementation.

9. Engagements de l'Utilisateur

L'Utilisateur garantit qu'aucun élément de son profil sur le Site ne porte atteinte aux droits de tiers ni n'est contraire à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. L'Utilisateur atteste de la conformité, la licéité et le caractère approprié du Don réalisé au profit du Bénéficiaire effectif, de l'achat du bien au Bénéficiaire.

Il s'engage à ne pas exécuter le Contrat-cadre d'une manière illégale ou dans des conditions susceptibles d'endommager, de désactiver, de

surcharger ou d'altérer le Site. Il s'engage à ne pas usurper l'identité d'une autre personne ou entité, de falsifier ou dissimuler son identité, son âge ou créer une identité.

En cas de manquement à ces obligations l'Emetteur se réserve le droit de prendre toute mesure appropriée afin de faire cesser les agissements concernés. Il sera également en droit de suspendre, supprimer et/ou bloquer son accès au Compte. Sans préjudice des actions judiciaires engagées par

des tiers, l'Emetteur est en droit d'exercer à titre personnel toute action en justice visant à réparer les préjudices qu'il aurait personnellement subis du fait des manquements de l'Utilisateur à ses obligations au titre du présent Contrat.

10. Durée et résiliation Les Conditions Générales sont conclues pour une durée indéterminée. Elles entrent en vigueur

à compter de la réception par l'Utilisateur de l'email de confirmation de son inscription.

L'Utilisateur peut à tout moment et moyennant le respect d'un préavis de 30 (trente) jours calendaires, procéder à la résiliation du Contrat-cadre. L'Emetteur peut à tout moment et moyennant le respect d'un préavis de 2 mois procéder à la résiliation du Contrat-Cadre.

Cette résiliation emporte résiliation de l'ensemble du Contrat-cadre et en conséquence fermeture du Compte.

Chaque Partie doit, pour ce faire, adresser sa notification de résiliation des présentes à l'autre Partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse postale ou email indiquée dans les Conditions Particulières.

L'Utilisateur devra désigner dans le courrier de résiliation les coordonnées de son compte bancaire ou de paiement permettant à l'Emetteur de lui rembourser la Monnaie Electronique disponible. En l'absence d'indication, il appartient à l'Emetteur de suivre les instructions de Remboursement impliquant le remboursement par crédit de la Carte ayant servi à l'acquisition de la Monnaie

Electronique. L'Emetteur est déchargé de toute obligation dès lors qu'il aura confirmé à l'Utilisateur le virement sur le compte indiqué ou le crédit sur sa Carte du montant de Monnaie Electronique.

En cas de manquement grave, fraude, ou impayés de la part de l'Utilisateur, l'Emetteur se réserve le droit de suspendre ou résilier les présentes par l'envoi d'un email accompagné en cas de résiliation d'une lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de nomination d'un successeur de l'Emetteur pour émettre la Monnaie Electronique distribuée sur le Site, il appartient au Distributeur de recueillir l'accord exprès et écrit de l'Utilisateur sur ce changement, sur le montant de Monnaie électronique disponible et d'indiquer à l'Emetteur les modalités de transfert des fonds correspondants à la Monnaie Electronique disponible.

11. Droit de rétractation

L'Utilisateur dispose d'un délai de 14 (quatorze) jours calendaires révolus pour exercer son droit de rétractation, sans avoir à justifier de motif ni supporter de pénalité. Ce délai de rétractation commence à courir à compter du jour de son inscription en tant qu'Utilisateur. L'Utilisateur doit notifier sa demande de rétractation dans le délai imparti au service client du Distributeur par téléphone ou par email et adresser un courrier de confirmation à l'adresse du service client du Distributeur. Au titre de l'exercice de son droit de rétractation par l'Utilisateur, le Contrat-cadre

sera résolu sans frais dans les conditions et sous les réserves prévues aux articles L.121-20-8 et suivants du Code de la consommation.

Dans le cas, où l'Utilisateur aurait déjà bénéficié du service et qu'il serait détenteur de Monnaie Electronique à la date de rétractation, il devra indiquer au Distributeur les coordonnées de son compte bancaire permettant à l'Emetteur de rembourser à l'Utilisateur la Monnaie Electronique figurant au crédit de son Compte.

12. Règles de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

L'Emetteur est soumis à l'ensemble de la réglementation luxembourgeoise et française relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

En application des dispositions de droit français et luxembourgeois, relatifs à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes, l'Emetteur est tenu de s'informer auprès de tout Utilisateur pour toute opération ou relation d'affaires de l'origine, de l'objet et de la destination de l'opération ou de l'ouverture du Compte. Il doit, par ailleurs, réaliser toutes les diligences nécessaires à l'identification de l'Utilisateur et le cas échéant, du Bénéficiaire effectif du Compte et/ou des Opérations de paiement liées à celui-ci.

L'Utilisateur reconnaît que l'Emetteur peut mettre un terme ou reporter à tout moment l'usage d'un identifiant, l'accès à un Compte ou l'exécution d'une opération ou d'un Remboursement en l'absence d'élément suffisant sur son objet ou sa nature. Il est informé qu'une opération réalisée dans le cadre des présentes peut faire l'objet de l'exercice du droit à la communication de la cellule de renseignement financier nationale.

L'Utilisateur peut, conformément à la réglementation, accéder à toutes les informations ainsi communiquées sous réserve que ce droit d'accès ne remette pas en cause la finalité de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme lorsque ces données sont relatives au demandeur.

Aucune poursuite et aucune action en responsabilité civile ne peut être intentée ni aucune sanction professionnelle prononcée contre l'Emetteur, ses dirigeants ou ses préposés qui ont fait de bonne foi les déclarations de soupçon auprès de leur autorité nationale.

13. Données à caractère personnel et secret professionnel

Les données personnelles de l'Utilisateur renseignées dans le cadre de l'ouverture de son Compte sont utilisées par l'Emetteur à des fins de gestion de son Compte, des Opérations de Paiement et Remboursements

L'Utilisateur accepte que les coordonnées et informations nominatives le concernant recueillies par l'Emetteur dans le cadre des présentes soient transmises aux prestataires opérationnels avec lesquelles celui-ci est en relation contractuelle aux seules fins d'exécution des Opérations de paiement et services sous réserve que ces tiers destinataires des données à caractère personnel

soient soumis à une réglementation garantissant un niveau de protection suffisante tel que défini à l'article 561-7 II b du Code Monétaire et Financier. La liste des tiers destinataires des données de l'Utilisateur est accessible sur simple demande auprès du responsable de la conformité de l'Emetteur à l'adresse suivante : legal@mangopay.com. Ces informations sont conservées par lui ou toute société mandatée à cet effet, dans les conditions légales et réglementaires.

L'Utilisateur sera informé préalablement à tout transfert de ses données personnelles en dehors de l'Union Européenne. En pareille hypothèse, l'Emetteur s'engage à respecter la réglementation en vigueur et à mettre en place toute mesure nécessaire afin de garantir la sécurité et la confidentialité des données ainsi transférées.

Certaines informations recueillies et détenues par l'Emetteur dans le cadre des présentes peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Tout Utilisateur peut à tout moment obtenir une copie des informations le concernant sur simple demande adressée au correspondant clientèle de l'Emetteur à l'adresse suivante: legal@mangopay.com. Il peut solliciter à l'adresse en tête des présentes, une suppression ou une rectification de ces informations par écrit. Il peut à tout moment s'opposer à la réception de sollicitations commerciales, faire modifier ses coordonnées, s'opposer à leur communication en adressant une notification par courrier recommandée ou courriel suivie d'un accusé de réception à l'adresse du service client de l'Emetteur.

L'Emetteur conservera les informations et données à caractère personnel pendant la durée maximum légale ou réglementaire

applicable en fonction de la finalité de chacun des traitements de données.

Les conditions de collecte, de détention et d'accès des données à caractère personnel recueillies par le Distributeur et sous sa responsabilité au titre de l'accès au Site, sont régies aux termes des Conditions Générales du Site ainsi que de la charte de confidentialité accessible sur le Site.

14. Comptes inactifs

Tout Compte d'unité de Monnaie Electronique inactif pendant un délai de 12 mois, fera l'objet d'une notification par l'Emetteur par email d'inactivité suivie d'une relance un mois plus tard.

En l'absence de réponse ou d'utilisation de la Monnaie Electronique disponible dans ce délai, le Compte sera clôturé et maintenu à la seule fin de procéder au Remboursement de la Monnaie électronique. Des frais de gestion pourront être perçus par l'Emetteur.

Le Compte ne pourra plus donner lieu à l'utilisation ultérieure de la Monnaie Electronique.

15. Force majeure

Les Parties ne seront pas tenues pour responsables, ou considérées comme ayant failli au titre des présentes, en cas de retard ou inexécution, lorsque leur cause est liée à un cas de force majeure tel que défini par la jurisprudence des tribunaux français.

16. Indépendance des stipulations contractuelles

Si l'une quelconque des stipulations des présentes est tenue pour nulle ou sans objet, elle sera réputée non écrite et n'entraînera pas la nullité des autres stipulations.

Si une ou plusieurs stipulations des présentes deviennent caduques ou sont déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive rendue par une juridiction compétente, les autres stipulations conserveront leur force obligatoire et leur portée. Les stipulations déclarées nulles et non valides seront

alors remplacées par les stipulations qui se rapprocheront le plus quant à leur sens et à leur portée des stipulations initialement convenues.

17. Incessibilité

Le Contrat-cadre ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle par l'Utilisateur, à titre onéreux ou gratuit. Il est par suite interdit de céder à un tiers l'un quelconque des droits ou obligations qu'il tient des présentes. En cas de manquement à cette interdiction, outre la résiliation immédiate des présentes, sa responsabilité pourra être engagée par l'Emetteur.

18. Frais

Les services fournis dans le cadre des présentes sont facturés par le Distributeur en son nom et pour le compte de l'Emetteur conformément aux Conditions Tarifaires .

Toutes les commissions dues par l'Utilisateur sont automatiquement prélevées sur le Compte de monnaie électronique par l'Emetteur. L'Utilisateur autorise l'Emetteur à compenser à tout moment, y compris après la clôture du Compte, toute créance certaine, liquide et exigible qui resterait redevable, à quelque titre que ce soit. Il pourra compenser la provision du Compte de monnaie électronique avec tout montant dû, exigible et impayé par l'Utilisateur à l'Emetteur.

19. Protection des fonds collectés

Les fonds de l'Utilisateur sont déposés à chaque fin de Jour Ouvré dans un compte ouvert auprès d'une Banque et sont cantonnés par celle-ci.

Aux termes de l'article 24-10 (1) a) de la Loi du 20 mai 2011 publiée au [Mémorial A n° 104](#) du 24 mai 2011 du Luxembourg, portant transposition de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique, les fonds collectés sont protégés et ne tombent pas dans la masse des avoirs de l'établissement de monnaie électronique en cas de liquidation, de faillite ou de toute autre situation de concours de ce dernier.

20. Convention de preuve

Toutes les données reprises de façon inaltérable, fiable, et sécurisée dans la base de données informatique de l'Emetteur relatives notamment aux ordres de paiement et confirmations reçues

de l'Utilisateur, aux notifications envoyées, aux accès, Retrait, Remboursement feront foi entre les parties jusqu'à preuve du contraire.

21 Réclamation et médiation

L'Utilisateur est invité à s'adresser au service relations clients indiqué dans les Conditions Particulières et sur le Site pour toute réclamation.

Toute réclamation autre que celle prévue à l'article 5.2 portant sur la conclusion, l'exécution ou la résiliation du Contrat-cadre et des services d'émission et de gestion de Monnaie électronique devra être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au service suivant: legal@mangopay.com

Si l'Utilisateur estime que la réponse donnée n'est pas satisfaisante ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compte de l'envoi du courrier, il pourrait saisir le CSSF par voie postale 110 route d'Arlon L-1150 Luxembourg ou par email : direction@cssf.lu

22 Droit applicable et juridiction compétente

Sauf en cas d'application d'une loi d'ordre public (laquelle ne s'appliquera que dans les strictes limites de son objet), il est expressément stipulé que le Contrat-cadre est soumis à la loi française et que tout litige entre les Parties au titre de ce dernier sera soumis à la juridiction des tribunaux français compétents.